



INTRODUCTION POURQUOI IL FAUT S'INTÉRESSER À L'ÉCONOMIE DES SATISFACTIONS

Ce livre s'adresse à tous ceux qui ont du mal à concilier leur prise de conscience d'une urgence écologique avec leur implication quotidienne dans la vie économique (en tant que consommateurs, producteurs, salariés ou dirigeants) et la vie politique (en tant qu'électeurs, militants, ou élus). Ils nourrissent de gros doutes sur la capacité de la technologie à « tout résoudre », mais ne peuvent pas pour autant accepter l'idée de décroissance¹.

Cette idée paraît en effet totalement irrecevable pour une grande partie de l'humanité, celle qui est juste en train d'accéder aux premières marches du développement. Elle l'est tout autant, dans les pays riches, pour les catégories sociales qui ont vu leur pouvoir d'achat se réduire et ne rêvent que de le restaurer. Elle est même difficile à accepter pour ceux qui ont entrepris et réussi. Car l'esprit d'entreprise, que l'on soit dirigeant, cadre, artisan, écrivain, éditeur ou artiste, renvoie toujours à l'idée de croissance. Entreprendre, c'est « vouloir plus » – de chiffre d'affaires, de responsabilités, de lecteurs, de clients, de spectateurs ou de notoriété.

En réalité, la notion de décroissance présente un autre défaut majeur, qui est d'utiliser le langage et les concepts de l'économie. Proposer la décroissance, c'est se placer dans l'obligation de

1 « Pour dire les choses très simplement, nous sommes tous un peu paumés », résumait Nicolas Hulot, ancien ministre de l'Écologie, dans une interview pour *Le Point*, le 16 mai 2019.

répondre à des questions insolubles du type : « Par quels secteurs allez-vous commencer ? Qu'allez-vous faire des chômeurs ? Comment allez-vous répondre au mécontentement de tous ceux qui verront leurs revenus se réduire ? Comment allez-vous répartir la pénurie ? » Proposer la décroissance, c'est se mettre dans le piège de raisonnements économiques produits par des experts ou des modèles mathématiques comptant plusieurs milliers d'équations.

Pour sortir de cette nasse idéologique, il faut pouvoir s'appuyer sur un autre mode de raisonnement. Penser non pas « contre l'économie », mais « hors de l'économie ». S'obliger, au moins pendant un moment, à raisonner « hors de la boîte ». Lorsque l'on fait ce choix, la notion de satisfaction s'impose assez vite : en effet, la finalité majeure de la plupart des activités humaines n'est pas d'accumuler des euros, des dollars ou des yuans, mais bien de procurer des satisfactions. La monnaie n'est qu'un moyen ; le but, ce sont les satisfactions, marchandes et non marchandes, matérielles et immatérielles, individuelles et collectives.

LES TENTATIVES DES ÉCONOMISTES POUR PRENDRE EN COMPTE LES SATISFACTIONS

L'idée que le produit intérieur brut (PIB) ne représente qu'imparfaitement le niveau de satisfaction proposé par une société est loin d'être nouvelle, mais, jusqu'ici, les économistes ont plutôt cherché à aménager cet indicateur qu'à le contourner.

Les notions d'indice de développement humain² et de bonheur

2 L'indice de développement humain a été proposé par l'ONU dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement et développé en 1990 par l'économiste indien Amartya Sen et l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq. Dans sa version originale, il ajoutait au PIB l'espérance de vie et le niveau d'éducation. Il a été ajusté en 2010 pour tenir compte des inégalités.

intérieur brut³, proposées à partir des années 1990, avaient pour principe de chercher à « enrichir » le PIB en ajoutant aux richesses monétaires des satisfactions immatérielles telles que l'espérance de vie, le niveau d'éducation, la qualité de l'environnement, le niveau de sécurité ou le respect des droits de l'homme. Ces indicateurs ont permis de montrer que les pays les plus « satisfaisants » n'étaient pas forcément ceux qui affichaient les PIB par habitant les plus élevés. Mais ils n'ont eu, pour l'instant, que très peu d'impact sur les politiques publiques. Une première explication tient au fait qu'il ne peut exister de définition universelle du bonheur intérieur brut : un Nord-Américain n'aspire pas aux mêmes satisfactions qu'un Chinois ou un Français. L'autre raison est que ces indicateurs ne sont pas des outils d'aide à la décision. Si on peut apprécier, grâce à des modèles mathématiques, l'impact d'une mesure économique sur le PIB de l'année suivante, on ne sait pas le faire pour des politiques environnementales dont les conséquences se jouent à vingt ou trente ans.

Dans cette catégorie d'approche, on peut aussi citer les enquêtes d'opinion qui se sont intéressées à la notion de satisfaction ressentie. Ces enquêtes font apparaître que plus on est riche, moins le sentiment de satisfaction est corrélé au niveau de revenu, mais on ne saurait en tirer des conclusions opérationnelles⁴. Les comparaisons internationales souffrent notamment d'un biais considérable qui est que le bonheur ressenti dépend

3 Le concept de bonheur national brut a été inventé par le roi du Bhoutan en 1972. Le concept a été repris par l'ONU en 2011 et fait depuis l'objet de différentes évaluations.

4 Lucie Davoine, *Économie du bonheur*, La Découverte, 2012.

très largement de facteurs culturels. Ainsi, les Français se caractérisent par un niveau de satisfaction ressenti objectivement très inférieur à la qualité de vie que le monde entier leur envie⁵.

Une alternative majeure proposée au PIB est la notion de bien commun⁶. Elle porte l'idée que le bonheur national brut n'est pas seulement constitué de flux (ceux qui sont comptabilisés dans le PIB) et qu'il repose aussi sur un bien, c'est-à-dire sur un capital commun à l'humanité. Ce bien commun est composé de ressources naturelles, mais aussi d'acquis sociopolitiques, urbanistiques ou culturels qui ne sont pas pris en compte dans le calcul économique conventionnel. Pour évaluer ce bien commun, les Nations unies ont proposé, en 2012, un indice de richesse inclusive⁷ qui mesure, pour chaque pays, une « base productive » constituée par la somme de ses capitaux techniques, humains, naturels et sociaux. Ces approches se heurtent au fait que le bien commun et la richesse inclusive sont encore plus difficiles à définir et à mesurer que le bonheur national brut.

La notion de transition s'intéresse aux transferts (entre modes de consommation et de production) qui réduiraient significativement l'empreinte écologique d'une quantité donnée de PIB. Le train est ainsi jugé plus « vertueux » que l'avion ou la voiture, et l'éolienne, plus vertueuse que la centrale à charbon. Malheureusement, la notion de vertu n'existe pas en économie. Elle ne peut être approchée que par celle d'externalité, qui évalue le coût des dégâts écologiques ou sociaux induits par une option

5 Une enquête Gallup classait ainsi la France au 45^e rang mondial pour le pourcentage de personnes satisfaites ou optimistes (35 %), entre la République dominicaine et la Bolivie ! Dans ce classement, le Danemark caracolait en tête avec 82 % de satisfaits. Cité par Lucie Davoine, *op. cit.*

6 Théorisée notamment par l'économiste Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009.

7 *Inclusive Wealth Report*, United Nations University International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change (UNU-IHDP), 2012, disponible sur Internet.

technique donnée. Cette évaluation peut ensuite servir de base pour corriger le prix de marché de ladite option, à travers des taxes supposées compenser les dommages créés. Le premier obstacle que rencontre cette approche est celui de l'évaluation. L'exemple de la taxe carbone montre qu'elle peut susciter des débats sans fin. Le deuxième biais est l'idée qu'il suffirait de faire payer les pollueurs « au juste prix » pour que le marché devienne spontanément vertueux. Or cette idée est, sur le principe, très discutable. Le fait de payer ne donne pas le droit de détruire. Par ailleurs, les processus de dégradation de l'environnement ne sont pas linéaires (la millième tonne de CO₂ émise peut être infiniment plus nuisible que la première) et ils sont souvent irréversibles.

Les multiples approches déployées, depuis les années 1990, pour sortir du « cadre PIB » ou pour prendre en compte l'urgence écologique témoignent d'une incontestable prise de conscience, mais elles rencontrent toutes la même limite, qui est leur faible capacité à déboucher sur des décisions. Dans de très nombreux pays, les objectifs des politiques de transition – écologiques ou énergétiques – n'ont pas été tenus. Dans les pays riches, le contenu énergétique de la croissance économique⁸ est même reparti à la hausse, après avoir décliné entre 1980 et 2010⁹. La transition vers une supposée « économie verte » est repoussée à des horizons de plus en plus lointains.

Il manque à l'évidence aux politiques « de transition » un cadre conceptuel qui leur permette d'être plus ambitieuses, plus cohérentes et plus capables de vaincre les multiples facteurs

8 C'est le ratio énergie supplémentaire consommée/point marginal de PIB. Ce ratio avait décliné dans les pays développés suite aux politiques d'économies d'énergie menées à partir de 1980. Les gisements d'économie les plus rentables ayant été exploités, il est reparti à nouveau à la hausse.

9 Jean-Marc Gancille, *Ne plus se mentir*, Rue de l'échiquier, 2019.

d'inertie (lobbies, habitudes, technocraties, normes...) qui entretiennent le *statu quo*. C'est ce cadre que je souhaite proposer ici, en partant de l'idée que le but de toute société est de produire des satisfactions et non des dollars ou des euros.

L'APPORT DES POLITIQUES LOCALES

Ce cadre m'a été « soufflé » par une pratique de vingt années de conseil auprès des collectivités locales. Comparées aux politiques nationales, les politiques locales se distinguent en effet par leur grande liberté vis-à-vis des indicateurs économiques¹⁰. À l'échelle d'une ville, la notion de PIB n'a pas beaucoup de sens. En revanche, celle de satisfaction est décisive, pas seulement parce qu'elle détermine le vote des électeurs, mais aussi parce qu'elle est la clé de l'attractivité et de la dynamique du territoire.

Tout en étant de puissants moteurs économiques, de nombreuses villes européennes s'efforcent de réguler les marchés qui sont pour elles les plus stratégiques : ceux du logement, des transports, de la distribution et, plus récemment, de l'énergie. Pour y parvenir, elles ne se contentent pas de réglementer ou de contraindre. Elles proposent des offres alternatives par le biais de sociétés d'économie mixte, de partenariats avec des acteurs privés ou d'appuis à des modèles économiques alternatifs (circuits courts, recyclage, économie sociale...). Les logements à prix bonifiés, les transports publics, les vélos en libre-service, les lieux alternatifs, le chauffage urbain, les marchés bio ou les quartiers de la création sont quelques exemples de ces offres alternatives au marché libre.

Le fait le plus important est l'attention qu'elles ont portée aux satisfactions non marchandes, comme la nature en ville, le lien social, les opportunités de rencontres, la participation au débat

¹⁰ Jean Haëntjens, *Les Villes au secours de l'État*, FYP, 2013.

public, l'attachement aux lieux, la production de sens. Et ces satisfactions non marchandes sont précisément ce qui constitue leur attractivité par rapport aux territoires monofonctionnels ou exclusivement marchands que sont les zones commerciales ou les parcs de loisirs.

Ces politiques ne se contentent pas de répondre en temps réel aux attentes de citoyens consommateurs. Elles s'inscrivent dans la durée et s'intéressent aussi à un « bien commun », c'est-à-dire à des capitaux qui sont à la fois fonciers, urbanistiques, patrimoniaux, sociopolitiques et culturels, et qui, rassemblés, constituent ce que les urbanistes et les écrivains appellent l'« esprit » ou l'« âme » d'une cité. Elles s'adressent à des *citoyens* qu'elles s'efforcent de responsabiliser par différents canaux (éducation, émulation, incitations, attachement culturel). Mais elles savent aussi mobiliser les autres acteurs majeurs du jeu urbain que sont les milieux économiques, associatifs, culturels ou universitaires.

En somme, ces politiques locales novatrices utilisent un levier d'intervention nettement plus riche que celui des politiques nationales obnubilées par la promesse de « croissance du pouvoir d'achat ». On pourrait presque dire que les premières jouent de l'orgue quand les secondes soufflent dans un harmonica. Et c'est grâce à cette richesse, quand elle est maîtrisée, qu'elles obtiennent des résultats spectaculaires, notamment dans le champ de l'écologie. Alors que les États les plus volontaristes de la planète se sont engagés à atteindre une neutralité carbone à l'horizon 2050¹¹, plusieurs villes, comme Oslo, Göteborg ou Copenhague, sont en passe d'atteindre le même objectif dès 2030 ou 2040.

¹¹ Les 19 pays engagés pour la neutralité carbone en 2050 (sur les 193 représentés à l'ONU) sont le Canada, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Islande, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, les îles Marshall, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni.

Après avoir consacré plusieurs livres à la description de ces politiques urbaines novatrices¹², je me suis demandé s'il n'était pas possible d'en tirer quelques principes plus généraux, applicables à toutes les politiques publiques. Je me suis aperçu que ces politiques appliquaient, de façon très empirique et souvent inconsciente, des principes théorisés depuis longtemps par les spécialistes de la motivation.

ORIGINES DE LA NOTION DE SATISFACTION EN POLITIQUE

L'avance de certaines politiques locales sur les politiques nationales ne s'explique pas seulement par leur liberté vis-à-vis des indicateurs économiques. Elle s'inscrit aussi dans une longue tradition municipale, qui a toujours porté sur le « bonheur public » un regard différent, plus pratique et concret, de celui des États. C'est dans les villes européennes, au XII^e siècle, que s'est affirmée une conception de l'action publique mue par les valeurs de paix, de prospérité et de sociabilité en rupture avec les valeurs guerrières et religieuses qui structuraient les sociétés féodales. Ces valeurs pacifiques et utilitaristes (le bien-être terrestre, ou la satisfaction collective plutôt que la gloire, la foi ou le paradis dans l'au-delà) se sont incarnées dans les deux options fondatrices de notre civilisation occidentale que sont la démocratie et l'économie de marché. Ces villes étaient constituées en communes, dirigées par des assemblées élues, et elles tiraient leurs ressources principalement d'une activité marchande. Les humanistes de la Renaissance ont par la suite donné un contenu philosophique à cette approche utilitariste et matérialiste. *Utopia*, de Thomas More (1516), peut être considéré comme le texte manifeste de cette nouvelle conception politique. Il propose la première description globale d'une société principalement fondée sur la

¹² Jean Haëntjens, *Urbatopies : ces villes qui inventent le XXI^e siècle*, L'Aube, 2010.

recherche de satisfactions. En France, c'est Montaigne qui, sous la forme plus intimiste des *Essais* (1580), a défendu avec le plus de force les mêmes valeurs humanistes de paix, de « bien vivre », de tolérance et de relativisme culturel¹³.

Par la suite, l'objectif d'une société de satisfaction a été décrit de façon plus scientifique par différentes disciplines qui ont chacune cherché à en théoriser les clés. Les sciences politiques se sont intéressées aux institutions les plus capables d'assurer la paix publique. L'économie a théorisé les lois de la création de richesses. La sociologie a éclairé le rôle des dynamiques sociales. L'anthropologie s'est intéressée aux mœurs, aux cultures et aux usages. La médecine « hygiéniste » a posé, avant que l'on ne parle d'écologie, les conditions sanitaires du bien-être social. Les urbanistes ont dessiné des cités radieuses, et même la psychanalyse a apporté sa contribution¹⁴.

Le paradigme de la « société de satisfaction » est donc devenu une auberge espagnole qui a accueilli de très nombreuses propositions. Des utopistes, des historiens et des penseurs transversaux ont essayé de renouer les fils entre ces différentes approches sectorielles. En s'intéressant à la notion de satisfaction de façon plus globale, ils ont découvert que les choix opérés sur les plans économique, politique, technique, social ou culturel n'étaient pas indépendants, mais qu'ils « formaient système ». C'est bien vers ces pensées transversales qu'il faut se tourner si l'on veut sortir

¹³ More et Montaigne ont tous deux exercé des responsabilités municipales : More a été élu *sheriff* (juge) de Londres après avoir été avocat des marchands, Montaigne a été maire de Bordeaux.

¹⁴ Dans son dernier livre, *Malaise dans la civilisation* (1930), Sigmund Freud expliquait ainsi que la société industrielle, parce qu'elle imposait trop de contraintes aux individus, risquait de déclencher des maladies psychiques collectives, et l'histoire lui a malheureusement donné raison. Ce livre prémonitoire a fortement inspiré Herbert Marcuse, l'un des penseurs de référence des mouvements libertaires des années 1970. Et ces mouvements ont eux-mêmes fortement inspiré les pionniers de l'écologie politique.

de la pensée sectorielle aujourd'hui dominante, celle qui privilégie le « tout-économique ».

Les approches transversales les plus récentes sont celles qui ont émergé avec l'écologie politique, au cours des années 1970. Pour définir l'état de satisfaction global qui devait, selon lui, guider l'action politique, Ivan Illich a proposé le concept de « convivialité ». Deux décennies plus tard, Edgar Morin propose celui de « civilisation¹⁵ ». Les deux auteurs se rejoignent dans l'idée que la seule façon de sortir de la dictature du « tout-économique », c'est de fixer à l'action politique un objectif global et transversal.

UN CADRE POUR RÉINVENTER LA POLITIQUE

Le problème des approches transversales, c'est qu'elles peuvent facilement se perdre dans les méandres de ce qu'Edgar Morin appelle la « pensée complexe ». Pour qu'elles puissent déboucher sur des propositions politiques convaincantes, elles ont besoin d'être « retraitées » à l'aide de concepts et de raisonnements dont le rôle est de faire émerger des priorités. Ces concepts et ces lois existent pour la création de richesses, et fondent ce que nous appelons la science économique. Ils n'existent encore qu'à un état très embryonnaire pour la production de satisfactions. Et pourtant, elle semble bien, elle aussi, obéir à des lois.

Pour appréhender ces lois, il faut un cadre conceptuel constitué de variables et de relations (en économie, ces variables sont, par exemple, le Capital, le Travail ou la Consommation). Et c'est là que le clavier des politiques urbaines, évoqué plus haut, trouve toute son utilité. Très empirique, celui-ci présente de nombreuses similitudes avec les cadres conceptuels utilisés par les sciences

humaines pour décrire la production de satisfactions et par l'histoire et l'anthropologie pour décrire les processus de civilisation. Il constitue donc une base intéressante pour appréhender ce que pourrait être une économie des satisfactions.

Ce cadre, je ne consacrerai qu'un chapitre à le poser. Je l'utiliserai ensuite comme clé de lecture pour décrypter les bouleversements sociopolitiques qui sont en train de s'accomplir sous nos yeux. Je m'appuierai ensuite sur lui pour proposer des réponses politiques concrètes aux défis posés par la montée en puissance de l'urgence écologique.

Ce livre a été fortement inspiré par cette urgence. Lorsque j'en ai entamé la rédaction, en mars 2019, je souhaitais seulement proposer un cadre d'analyse afin de penser « hors PIB ». Et puis, en quelques mois, de nombreux faits d'actualité – les avertissements du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le vote écologiste aux élections européennes, les marches pour le climat, les épisodes de canicule à répétition, les tensions géopolitiques autour de l'environnement, la montée en puissance des votes extrémistes, les critiques adressées aux géants de la finance et de l'économie numérique sont venus à la fois nourrir ce cadre et renforcer la nécessité de le rendre opérationnel.

L'idée que des forces politiques se réclamant de l'écologie pourraient bientôt constituer des majorités de gouvernement, ou participer à des coalitions en tant qu'acteurs majeurs (et non plus supplétifs), s'est aussi installée dans le paysage politique. Dès lors, deux questions se posent à ces forces : comment prendre pied sur la scène politique ? Comment utiliser le fragile crédit dont elles disposeront pour engager, de façon décisive, une transition écologique ?

Au fil des mois, et sous la pression des faits, le livre a donc changé de statut. Il a progressivement pris le ton d'un manuel de méthode politique. Un manuel à l'usage de tous ceux – citoyens,

¹⁵ Edgar Morin, *Pour une politique de civilisation*, Arléa, 1997.

élus, consommateurs, producteurs et entrepreneurs – qui souhaitent faire advenir rapidement une société compatible avec les ressources de la planète. Parce qu'ils savent que nous n'avons plus d'autre choix.